

Unité interdépartementale Nièvre-Yonne
Pôle Risques chroniques, éolien, sites et sols pollués

AUXERRE, le 20 octobre 2023

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 04/10/2023

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

IBRE

5 rue Henri Cavallier
89100 Saint-Denis-lès-Sens

Références : 230569
Code AIOT : 0025500071

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 04/10/2023 dans l'établissement IBRE, implanté 5 rue Henri Cavallier - 89100 Saint-Denis-lès-Sens. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Cette inspection a pour but d'assurer le suivi de la mise en demeure du 18 avril 2023.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- IBRE
- 5 rue Henri Cavallier - 89100 Saint-Denis-lès-Sens
- Code AIOT : 0025500071
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La société IBRE est une filiale du groupe ALSTOM. Elle emploie 37 personnes. Elle est autorisée à l'exploitation d'une fonderie de capacité de production de 12 tonnes par jour et une installation de revêtement métallique par étamage

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- Risque incendie
- Sécurité / Sûreté
- Déchets
- Eau de surface

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

À chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant, la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il sera proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
4	Rejets d'effluents	AP Complémentaire du 12/05/2006, article 4.3.9	/	Lettre de suite préfectorale	3 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	Étude foudre	AP de Mise en Demeure du 18/04/2023, article 1	/	Sans objet
2	Registre déchets	Arrêté Ministériel du 31/05/2021, article 2	/	Sans objet
3	Isolement dans les milieux	AP Complémentaire du 12/05/2006, article 4.2.4.2	/	Sans objet
5	Consignes d'exploitation	AP Complémentaire du 12/05/2006, article 7.4.1	/	Sans objet
6	Vérifications périodiques	AP Complémentaire du 12/05/2006, article 7.4.2	/	Sans objet
7	Formation du personnel	AP Complémentaire du 12/05/2006, article 7.4.4	/	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'inspection considère que la mise en demeure peut est levée. Toutefois, concernant les rejets d'effluents, même si une solution a été trouvée avec l'entreprise voisine, les valeurs au point R2 restent non-conformes (MES à 65 mg/l au lieu de 35 mg/l, Hydrocarbures => 6.8 mg/l au lieu de 5 mg/l) suite à l'analyse du 30/03/2023.

L'exploitant transmettra à l'inspection les résultats dès réception pour justifier de la conformité des rejets.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Étude foudre

Référence réglementaire : AP de Mise en Demeure du 18/04/2023, article 1
Thème(s) : Risques accidentels, Étude foudre
Prescription contrôlée : Dans un délai de 4 mois à compter de la publication du présent arrêté (18/04/2023) <ul style="list-style-type: none">- Mettre à jour l'analyse du risque foudre, suite à la construction du nouveau bâtiment abritant les bennes de déchets ;- de la révision (ou l'absence de révision) de l'étude technique foudre suite à la mise à jour de l'analyse du risque foudre ;- de l'installation des dispositifs de protection et la mise en place des mesures de prévention requises par l'étude technique foudre.
Constats : La commande des travaux du 26/05/23 a été adressée au préalable. L'exploitant a présenté l'étude technique foudre et l'analyse du risque foudre en date du 28/07/23 suite à la construction du nouveau bâtiment. Les travaux ont été réalisés le 09/08/23. L'inspecteur a pu observer l'installation du parafoudre et paratonnerre. L'exploitant a présenté la réception des travaux de la société STELEC en date du 18/08/23. L'attestation de conformité de l'installation par Bureau Veritas du 12/10/23 a été transmis par l'exploitant et montre des résultats conformes.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 2 : Registre déchets

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 31/05/2021, article 2
Thème(s) : Risques chroniques, Registre déchets
Prescription contrôlée : Les exploitants des établissements produisant ou expédiant des déchets tiennent à jour un registre chronologique où sont consignés tous les déchets sortants. Le registre des déchets sortants contient au moins les informations suivantes : a) Concernant la date de sortie de l'installation : - la date de l'expédition du déchet ; b) Concernant la dénomination, nature et quantité : - la dénomination usuelle du déchet ; - le code du déchet ; - le cas échéant, le numéro du ou des bordereaux de suivi de déchets ; - la quantité de déchet sortant en tonne ou en m ³ ; c) Concernant l'origine du déchet : - l'adresse de l'établissement ; - l'adresse de prise en charge lorsque celle-ci se distingue de l'adresse de l'établissement ; - la raison sociale, le numéro SIRET et l'adresse du producteur initial du déchet, ou, lorsque les déchets apportés proviennent de plusieurs producteurs, le ou les codes INSEE de la commune de collecte des déchets ; d) Concernant la gestion et le transport du déchet : - la raison sociale et le numéro de SIREN de l'éco-organisme si le déchet est pris en charge par un éco-organisme mis en place dans le cadre d'une filière à responsabilité élargie du producteur définie à l'article L. 541-10-1 du code de l'environnement ; - la raison sociale, le numéro SIRET et l'adresse du ou des transporteurs qui prennent en charge le déchet, ainsi que leur numéro de récépissé mentionné à l'article R. 541-53 du code de l'environnement ; - la raison sociale et le numéro SIRET du courtier ou du négociant ainsi que leur numéro de récépissé mentionné à l'article R. 541-56 du code de l'environnement, si le déchet est géré par un courtier ou un négociant ; e) Concernant la destination du déchet : - la raison sociale, le numéro SIRET et l'adresse de l'établissement vers lequel le déchet est expédié ; - le code du traitement qui va être opéré dans l'installation vers laquelle le déchet est expédié, selon les annexes I et II de la directive 2008/98/CE relative aux déchets ; - la qualification du traitement final vis-à-vis de la hiérarchie des modes de traitement, définie à l'article L. 541-1 du code de l'environnement ; - le cas échéant, le numéro du document prévu à l'annexe VII du règlement (CE) 1013/2006 susvisé ou le numéro de notification et numéro de saisie du document prévue à l'annexe I-B du règlement (CE) 1013/2006 susvisé ; - le cas échéant, le code de traitement mentionné à l'annexe IV de la Convention de Bâle susvisée.
Constats : L'exploitant a transmis le registre déchets. Les produits dangereux sont identifiés par un

astérisque.
Il devra s'assurer de la déclaration GERE pour 2023.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 3 : Isolement dans les milieux

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 12/05/2006, article 4.2.4.2
Thème(s) : Risques accidentels, Isolement dans les milieux
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Un système doit permettre l'isolement des réseaux d'assainissement de l'établissement par rapport à l'extérieur. Ces dispositifs sont maintenus en état de marche, signalés et actionnables en toute circonstance localement et/ou à partir d'un poste de commande. Leur entretien préventif et leur mise en fonctionnement sont définis par consigne</p>
<p>Constats :</p> <p>La vanne permettant l'isolement des réseaux d'assainissement de l'établissement est identifiée par un panneau, sur lequel était inscrit « point de fermeture incendie - Vanne à fermer par les pompiers ».</p> <p>Lors de la dernière inspection du 09/03/23, l'inspection avait demandé à l'exploitant d'enlever l'inscription « ... Vanne à fermer par les pompiers » car l'ensemble du personnel doit être en capacité d'actionner la vanne en cas de dysfonctionnement.</p> <p>L'exploitant a supprimé cette mention.</p> <p>Le personnel connaît la procédure à suivre pour actionner la vanne.</p>
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 4 : Rejets d'effluents

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 12/05/2006, article 4.3.9
Thème(s) : Risques chroniques, Rejets d'effluents
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'exploitant est tenu de respecter, avant rejet des eaux pluviales susceptibles d'être polluées dans le milieu récepteur considéré et après leur épuration, les valeurs limites en concentration et flux ci-dessous définies</p> <p>MES => 35 mg/l DCO => 50 mg/l Hydrocarbures => 5 mg/l Métaux totaux => 1 mg/l</p>
<p>Constats :</p> <p>Lors de la dernière inspection du 30/03/2023, l'exploitant avait présenté le rapport d'analyse du 30/03/2022 indiquant un dépassement des valeurs seuils du point de rejet R2 (MES à 65 mg/l au</p>

<p>lieu de 35 mg/l, Hydrocarbures => 6.8 mg/l au lieu de 5 mg/l). Il avait indiqué que ce point était alimenté par la société voisine (réseau commun) et qu'une solution était en cours de réflexion.</p> <p>La société voisine a déplacé ses bennes de stockages des huiles en dehors du regard. L'exploitant a présenté le nettoyage du séparateur d'hydrocarbure en date du 20/09/23.</p> <p>L'analyse sera effectuée ultérieurement, l'exploitant transmettra à l'inspection les résultats dès réception.</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale
Proposition de délais : 3 mois

N° 5 : Consignes d'exploitation

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 12/05/2006, article 7.4.1
Thème(s) : Risques accidentels, Consignes d'exploitation
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Les opérations comportant des manipulations dangereuses, en raison de leur nature ou de leur proximité avec des installations dangereuses et la conduite des installations, dont le dysfonctionnement aurait par leur développement des conséquences dommageables pour le voisinage et l'environnement (phases de démarrage et d'arrêt, fonctionnement normal, entretien ...) font l'objet de procédures et instructions d'exploitation écrites et contrôlées.</p>
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant a présenté une instruction du 14/02/22 en cas de déversement au sol. Celle-ci indique la conduite à tenir suite au déversement accidentel au sol de produits dangereux.</p> <p>La consigne d'intervention en cas d'incendie des fours a été présentée. Lors d'un incident, il est prévu la réalisation systématique d'une analyse. Un exemple de rapport d'analyse et un plan d'action de suivi des actions ont été présentés.</p>
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 6 : Vérifications périodiques

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 12/05/2006, article 7.4.2
Thème(s) : Risques accidentels, Vérifications périodiques
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Les installations, appareils et stockage dans lesquels sont mises en œuvre ou entreposées des substances et préparations dangereuses, ainsi que les divers moyens de secours et d'intervention, font l'objet de vérifications périodiques. Il convient, en particulier, de s'assurer du bon fonctionnement de conduite et des dispositifs de sécurité.</p>
<p>Constats :</p> <p>Le bon fonctionnement des dispositifs de sécurité est assuré. L'exploitant a transmis la vérification périodique des défibrillateurs et la vérification des extincteurs du 24/03/2023, et la vérification tous les 3 mois le bon fonctionnement du signal sonore du site. Les résultats sont conformes.</p>
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 7 : Formation du personnel

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 12/05/2006, article 7.4.4
Thème(s) : Risques accidentels, Formation du personnel
Prescription contrôlée : Outre l'aptitude au poste occupé, les différents opérateurs et intervenants sur le site, y compris le personnel intérimaire, reçoivent une formation sur les risques inhérents des installations, la conduite à tenir en cas d'incident ou accident et, sur la mise en œuvre des moyens d'interventions.
Constats : Les risques inhérents de l'installation ont été présentés (utilisation des ponts roulants, opération de levage, véhicule en mouvement, utilisation de produits chimiques - projection dans les yeux). Une attestation de formation du 12/07/2023 sur l'autorisation de conduites des ponts roulants et palans a été présentée. La procédure d'accueil a été présentée (incluant l'information sur les types de produits sur le poste). Un accueil sécurité du nouvel arrivant est réalisé. Une attestation est délivrée et a été présentée à l'inspection.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet